



ADDIS ABABA

CONSEIL DES MINISTRES

Dix-septième session ordinaire

Juin 1971.

CM/388 Rev.1

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF
SUR LE PROJET DE CONVENTION INTERAFRICAIN
SUR LES MERCENAIRES



CM 0388

MICROFICHE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF
SUR LE PROJET DE CONVENTION INTERAFRICAIN
SUR LES MERCENAIRES

L'origine de la préoccupation des dirigeants africains au sujet des mercenaires réside dans l'amère expérience qu'a du mercenariat les Etats Africains. L'exemple de la République Démocratique du Congo est particulièrement significatif à cet égard.

On se souvient, en effet, des graves événements auxquels a eu à faire face la République Démocratique du Congo lorsque, en 1966 et 1967, des mercenaires venus de différents pays d'Europe Occidentale, d'Afrique du Sud et de Rhodésie ont tenté de remettre en cause la souveraineté de l'Etat Congolais sur une partie de son territoire.

Ce que voulaient les mercenaires, ce n'était ni plus ni moins que de soustraire la province du Katanga de l'autorité du Gouvernement Central du Congo, d'en faire une néo-colonie avec à sa tête un homme totalement acquis à leur conception des rapports entre les pays Africains nouvellement indépendants et les anciennes puissances coloniales.

.../...

On sait tout le mal que les mercenaires ont causé en République Démocratique du Congo, entraînant des pertes irréparables en vies humaines et en biens. Malgré toutes les horreurs et toutes les destructions qui n'ont épargné ni enfants, ni femmes, ni vieillards, malgré le fait que l'intervention des mercenaires en République Démocratique du Congo tendait à remettre en cause l'existence même de cet Etat, l'Afrique placée devant cette situation a su faire preuve de mesure et de tolérance.

La quatrième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA réunie à Kinshasa du 11 au 14 Septembre 1967 après avoir manifesté à la République Démocratique du Congo la solidarité pleine et entière de l'ensemble des Etats membres de l'OUA accepta une solution qui ne pouvait se justifier, vu tout le mal fait par les mercenaires au Congo, que par des préoccupations d'ordre purement humanitaire.

La résolution AMG/Res.49 (IV) adoptée par cette quatrième session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement avait prévu, entre autres, l'évacuation des mercenaires vers leurs pays respectifs avec l'aide des organismes internationaux et établi une Commission ad hoc pour mettre en oeuvre la résolution sus-indiquée. Alors que des mesures étaient en cours d'élaboration pour permettre l'application des mesures préconisées par les Chefs d'Etat et de Gouvernements Africains en vue de leur rapatriement, les mercenaires, interprétant la tolérance de l'Afrique à leur égard comme une preuve de la faiblesse des Gouvernements Africains, reprirent les hostilités et passèrent à l'offensive contre l'armée nationale congolaise.

On sait ce qu'il est advenu du rêve insensé des mercenaires de reconquérir une partie du territoire du Congo. L'armée nationale congolaise mit les mercenaires en déroute, ceux-ci franchirent la frontière pour se réfugier au Rwanda.

Malgré le mépris que les mercenaires avaient montré pour la solution humanitaire préconisée par l'unanimité des Gouvernements Africains, les dirigeants de l'Afrique indépendante surent faire preuve de sang froid en s'en tenant à la position qu'ils avaient adopté à l'origine.

.../...

pour faire face aux problèmes des mercenaires en République Démocratique du Congo.

La Commission ad hoc de l'OUA sur les mercenaires ayant mené à bonne fin ses travaux, les mercenaires furent rapatriés, mais non sans s'être engagés, chacun personnellement, à ne plus remettre les pieds en Afrique. D'autre part tous les Gouvernements des Etats Européens dont les mercenaires étaient les ressortissants s'engagèrent par écrit à prendre toutes les mesures nécessaires pour que leurs territoires respectifs ne servent plus à recruter ou à former des mercenaires, que ceux-ci soient leur nationaux ou non. Ces pays s'engagèrent également, à faire en sorte que leurs ressortissants ne reviennent plus en Afrique comme mercenaires.

On a pu penser après tout ce qui précède que l'Afrique n'aurait plus à faire face à des problèmes créés par les mercenaires. L'expérience a largement montré qu'on s'était lourdement trompé sur ce point car on devait à nouveau reparler des mercenaires durant la guerre civile au Nigéria et on en reparle aujourd'hui encore dans les provinces Sud du Soudan et en République de Guinée.

Pendant la guerre civile au Nigéria, si les secessionnistes ont pu pendant quelque temps faire illusion c'est grâce, notamment, à l'aide des mercenaires européens en particulier l'Allemand Rolf Stener.

Celui-ci après le rétablissement de la paix au Nigéria réussit à s'enfuir et continua à travailler pour le compte des forces qui n'ont pas renoncé à remettre en cause l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats africains.

Rolf Stener passa donc du Nigéria au Soudan où il offrit ses services aux rebelles qui opèrent dans les provinces Sud de ce pays. C'est là que dans le feu de l'action il a été blessé et fait prisonnier par l'armée soudanaise.

.../...

Enfin le 22 Novembre 1970 des mercenaires formés, entraînés et équipés par le Portugal, bénéficiant de l'encadrement et de l'appui logistique de l'armée coloniale portugaise en Guinée Bissau attaquèrent sur trois fronts la République de Guinée, envahissant notamment la capitale de ce pays et causant des pertes considérables en vies humaines et en biens.

Toutes ces actions des mercenaires en Afrique et des forces qui les utilisent contre les peuples africains, sous des formes diverses, ont quelques facteurs communs.

Tout d'abord dans la plupart des cas les mercenaires se sont servis d'une colonie comme base de départ pour semer la mort et la désolation dans les pays africains indépendants voisins de cette colonie.

Au Congo l'Angola a servi de tête de pont aux mercenaires qui ont voulu détacher la province du Katanga du reste du Congo.

Durant la guerre civile au Nigéria on sait le rôle joué par l'île de Sao Tomé sous domination portugaise pour le ravitaillement des mercenaires qui opéraient dans les zones troublées.

L'invasion du 22 Novembre de la République de Guinée a été opérée à partir de la Guinée Bissau par des hommes formés, entraînés, équipés et encadrés par des éléments de l'armée coloniale portugaise.

On sait d'autre part que le Portugal se sert de ses colonies comme base de départ pour attaquer presque quotidiennement les pays voisins de ces colonies : Zambie, République de Guinée, Sénégal, Congo etc...

D'autre part, il est à remarquer que l'action des mercenaires a toujours pour objectif le renversement du Gouvernement établi en vue de lui substituer un autre acquis à leur conception des rapports devant exister entre les pays africains indépendants et leurs pays d'origine, notamment les anciennes puissances coloniales.

Pour trouver les meilleures voies et moyens pour faire face à la situation créée en Afrique par l'agression du 22 Novembre 1970 contre la République de Guinée par les mercenaires venus de la Guinée Bissau l'Organisation de l'Unité Africaine a convoqué la septième session extraordinaire de son Conseil des Ministres. Cette session après avoir flétri l'action du Portugal et exprimé son soutien sans réserve à la République de Guinée (Résolution ECM/Res.17 (VII)) :

" 13. Demande au Secrétaire Général Administratif de préparer pour examen par le Conseil des Ministres à sa 17ème session ordinaire, un projet de convention relative à l'interdiction de recruter, former, équiper et aux activités et à l'emploi des mercenaires aussi bien qu'à l'interdiction de passage de tels mercenaires et de tout équipement qui leur est destiné dans tous les pays membres de l'OUA ;

14. Demande également au Secrétaire Général Administratif de l'OUA de prendre les mesures spéciales en vue de démasquer les activités des mercenaires en Afrique et de faire des propositions aux Etats membres en vue de permettre à l'Organisation de prendre les mesures adéquates pour l'élimination totale du mercenariat du Continent Africain ."

En vue de permettre au Secrétaire Général Administratif de s'acquitter, dans les meilleures conditions d'efficacité, de la tâche qui lui a ainsi été confiée, le Secrétariat Général, par sa note LEG.90 GEN/245-71, a demandé aux Etats membres de lui communiquer toutes les informations à leur disposition sur les activités des mercenaires en Afrique et de lui faire des suggestions sur la forme et le contenu que pourrait avoir le projet de convention sur les mercenaires dont la préparation lui est demandé.

Cette demande de coopération était destinée à faire en sorte que sur cette matière délicate et aux implications politiques multiples, le point de vue et les préoccupations des Etats membres soient reflétés dans toute la mesure du possible.

Les Etats membres n'ayant pas été en mesure de communiquer au Secrétariat Général les informations que celui-ci avait demandées, le Secrétaire Général Administratif pour respecter les délais prévus pour la communication des rapports traitant les points inscrits à l'ordre du jour des sessions du Conseil des Ministres et la décision sus-citée de la septième session extraordinaire du Conseil, s'est vu dans l'obligation de préparer, sans attendre les réponses des Etats, le projet de convention qui lui a été demandé et dont le Conseil des Ministres voudra bien trouver ci-joint, en annexe, le texte.

CONSEIL DES MINISTRES

CM/388

Dix-septième session ordinaire

ANNEX

Juin 1971

PROJET DE CONVENTION INTERAFRICAIN
SUR LES MERCENAIRES

PROJET DE CONVENTION INTERAFRICAINNE
SUR LES MERCENAIRES

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunis à

Notant avec une grave préoccupation que depuis leur accession à l'indépendance les Etats Africains n'ont cessé de souffrir des activités néfastes des mercenaires;

Notant avec inquiétude l'accroissement de l'activité de ces mercenaires en Afrique;

Conscients du danger que de telles activités représentent pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, la stabilité et le développement de nos Etats;

Conscients en outre du fait que les activités des mercenaires ont constitué un élément de graves tensions et de conflits entre nos Etats;

Considérant que les activités des mercenaires en Afrique et notamment dans les territoires sous domination étrangère constituent un handicap sérieux à la lutte de libération nationale;

Considérant la nécessité pour les Etats membres de coordonner et d'harmoniser leurs efforts en vue de combattre le fléau que constituent les activités des mercenaires en Afrique;

Décidés, dans l'intérêt de l'indépendance et du progrès de nos Etats, à mettre un terme aux agissements des mercenaires sur notre Continent;

Rappelant, à cet égard, les efforts déployés en vain dans le passé, par l'OUA.

Convaincus de l'efficacité des mesures préconisées par la présente convention pour parvenir à cette fin;

Sommes convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE I

1. Aux termes de la présente convention, est considérée comme "mercenaire" toute personne qui, n'ayant aucun lien de nationalité effectif avec un Etat africain déterminé, commet contre cet Etat, moyennant rémunération, des actes répréhensibles susceptibles de porter atteinte à son

indépendance, à son intégrité territoriale ou au fonctionnement normal de ses institutions.

2. Constituent des actes répréhensibles :

- a) La participation à toute activité tendant à entraver le fonctionnement normal des institutions d'un Etat membre de l'OUA ou à renverser son Gouvernement établi;
- b) La participation à des opérations armées dirigées contre le territoire ou partie du territoire d'un Etat Africain indépendant ou contre tout autre lieu relevant de la juridiction de cet Etat;
- c) L'aide apportée à des éléments opposés à un Gouvernement établi, en vue de faciliter les activités subversives qu'ils mènent contre ce Gouvernement;
- d) Toute participation, sous quelque forme que ce soit, à des activités tendant à troubler la paix, la tranquillité et la stabilité ou à porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un Etat membre de l'OUA;
- e) Toute participation à des activités dirigées contre la lutte que mènent les peuples Africains sous domination étrangère en vue de leur libération;
- f) Tout acte ayant pour but d'inciter à commettre ceux définis aux alinéas a)b)c)d)e) du

.../...

présent article, ou toute entreprise destinée à les faciliter.

Les actes répréhensibles définis ci-dessus et ceux de même nature non spécialement visés, sont considérés comme des crimes contre la paix et la sécurité internationales en Afrique et punis comme tels.

ARTICLE II

Sont assimilés à des actes commis par des mercenaires, les actes répréhensibles perpétrés contre des navires, des aéronefs et toute autre propriété d'un Etat membre de l'OUA situé sur son territoire, sur le territoire d'un autre Etat ou sur tout autre lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat, ou contre un bien quelconque appartenant à un mouvement de libération nationale reconnu par l'OUA.

ARTICLE III

Aux termes de la présente convention, les actes commis par des mercenaires sont considérés comme des infractions de droit commun et non point comme des infractions politiques. De ce fait les auteurs et les complices de ces infractions sont susceptibles d'extradition.

.../...

ARTICLE IV

Tout Etat membre de l'OUA partie à la présente convention s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que ses nationaux ou que des étrangers se trouvant sur son territoire se livrent à l'un quelconque des actes répréhensibles définis à l'article Ier de la présente convention.

ARTICLE V

Les Etats membres de l'OUA parties à la présente convention s'engagent à coopérer étroitement à la recherche et à la répression des crimes des mercenaires en Afrique.

A cette fin, chaque Etat s'engage à :

a) empêcher par des moyens appropriés l'entrée ou le passage sur son territoire de tout mercenaire et de tout équipement qui lui est destiné et à ne tolérer sur les lieux relevant de sa juridiction aucune activité de mercenaires, d'organisations ou d'individus qui les utilisent contre les Etats africains ou contre les peuples africains en lutte pour leur libération;

b) communiquer aux autres Etats membres de l'OUA toute information parvenue à sa connaissance relative aux activités des mercenaires, dirigées contre l'un quelconque de ces Etats;

c) interdire sur son territoire le recrutement, l'entraînement, la formation et l'équipement de mercenaires;

d) ne pas avoir recours aux services de mercenaires;

e) prendre dans les meilleurs délais possibles les dispositions législatives nécessaires à la mise en oeuvre rapide de la présente Convention.

ARTICLE VI

Pour conférer le maximum d'efficacité à la présente convention, chaque Etat membre s'engage, en outre, à livrer, à l'Etat contre lequel sont dirigées leurs activités subversives, les mercenaires se trouvant sur son territoire ou sur un autre lien relevant de sa juridiction.

Toutefois lorsque le mercenaire à livrer est un ressortissant de l'Etat sur le territoire duquel il se trouve, cet Etat peut le livrer ou le juger. Dans ce dernier cas il s'engage à informer l'Etat qui le réclame et à solliciter sa coopération en vue de réunir les éléments nécessaires pour faire juger le mercenaire.

ARTICLE VII

La présente convention est ouverte à la signature des Etats membres de l'OUA. Elle est ouverte à la

.../...

ratification des Etats signataires et à l'adhésion des autres Etats membres.

ARTICLE VIII

Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général Administratif de l'OUA qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats membres.

ARTICLE IX

1. La présente convention entrera en vigueur le jour qui suivra le dépôt, auprès du Secrétaire Général Administratif, par le tiers des Etats membres de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la convention ou y adhéreront après le dépôt par le tiers des Etats membres de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, la convention entrera en vigueur le jour du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE X

1. Après expiration d'une période de trois ans à partir de la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur, une demande de révision peut être formulée par toute partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine. .../...

2. La Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements statue sur toute demande de révision ainsi notifiée.

ARTICLE XI

Le Secrétaire Général Administratif de l'OUA notifie aux Etats membres :

- a) les signatures apposées à la présente convention et le dépôt des instruments de ratification ou adhésion, conformément aux articles VII et VIII;
- b) la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur, conformément à l'article IX;
- c) les demandes de révision conformément à l'article X.

ARTICLE XII

Tout différend au sujet de l'application des dispositions de la présente convention sera réglé par les parties intéressées dans un esprit de fraternité et de solidarité africaines, conformément aux principes de la Charte de l'OUA.

.../...

ARTICLE XIII

L'original de la présente convention dont les textes arabe, anglais et français font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africains, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats membres de l'OUA.

En foi de quoi, nous Chefs d'Etat et de Gouvernement, avons signé la présente convention.

FAIT A

LE



1971-06

Report of the Administrative Secretary-General on the draft InterAfrican Convention on Mercenaries

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/7612>

Downloaded from African Union Common Repository